

SKOS
CSIAS
COSAS



Acte de la journée d'automne du 30 novembre 2006:
Aide sociale: gérer l'ingérable

I. Ouverture de la journée

Martine Kurth, secrétaire générale de l'ARTIAS

Jeudi 30 novembre 2006
Lausanne, Palais de Beaulieu

Un sur 10, ou peu s'en faut... 8,2 pourcent exactement, c'est la proportion d'enfants jusqu'à 17 ans qui ont bénéficié de l'aide sociale l'an dernier dans le canton de Neuchâtel, selon les documents publiés cette semaine par l'Office fédéral de la statistique. Un chiffre grosso modo identique à celui des jeunes bénéficiaires de 18 à 25 ans dont l'air du temps a fait son refrain.

Au niveau suisse, et selon la statistique de l'aide sociale 2004, les enfants jusqu'à 17 ans représentent plus de 30% des bénéficiaires de l'aide sociale, alors que les jeunes de 18 à 25 ans, représentent «à peine» 13 pourcent. Plus intéressant, le taux, c'est à dire le rapport entre le nombre de bénéficiaires de la classe d'âge, et leur représentation dans la population, le taux des 0-17 ans est de 4,4, alors qu'il est de 3,9 pour les 18-25 ans.

En clair, cela signifie que le problème des enfants à l'aide sociale est au moins aussi aigu que celui des jeunes adultes.

Ces chiffres-là, Mesdames et Messieurs, qui disent la précarité dans laquelle vivent tous ces enfants, ces chiffres dont l'air du temps se préoccupe beaucoup trop peu, ces chiffres signifient une chose très claire: l'aide sociale paye au prix fort les manques criant en matière de politique familiale dans ce pays. L'aide sociale certes... mais surtout tous ces enfants...

Il n'y a d'ailleurs pas besoin de savoir lire une statistique pour vérifier la surreprésentation des personnes divorcées et des foyers monoparentaux dans l'aide sociale...

Vous qui êtes au front quotidiennement, combien en voyez-vous, de ces mères, ou de ces pères, seules avec un ou plusieurs enfants, qui ont besoin d'aide pour boucler les fins de mois. Qui ont trouvé un job, mais pas de solutions pour faire garder leurs enfants. Qui travaillent dur pour des salaires de misère dont l'essentiel est plus que largement entamé une fois payées les primes d'assurance maladie, les impôts, et les frais de garde, entre structures officielles, quand il y en a assez, et mamans de jour pour faire le joint avec des horaires irréguliers.

Combien en voyez-vous, chaque jour, qui se retrouvent plus pauvres avec un emploi que lorsqu'elles n'en avaient pas...

Ces chiffres-là, sur la pauvreté des enfants, ont de quoi nous faire réagir. Parce qu'à ce rythme, les jeunes de 0 à 17 ans qui bénéficient aujourd'hui, comme enfants, de l'aide sociale, ont de grands risques d'en bénéficier demain comme jeunes adultes en difficulté, et après-demain, comme parents... de nouveaux enfants de moins de 18 ans à l'aide sociale... La pauvreté aussi, ça se transmet en héritage.

Quand nous avons commencé, au début de l'année, à préparer cette journée, nous sommes partis d'un constat: l'aide sociale augmente... C'est «*normal*», ou en tous cas extrêmement logique. C'est simplement le résultat d'une mécanique, que les invités et invitées du jour nous montreront sous divers angles.

Alors, il ne s'agit pas ici de désigner des coupables, (y en a-t-il de si évidents?) mais simplement de mettre en évidence les transferts de charges et de responsabilités, de l'économie sur les assurances sociales, puis des assurances sociales sur l'aide sociale, et enfin sur les individus concernés.

De mettre en lumière le glissement insidieux de la responsabilité collective sur la responsabilité individuelle, le glissement d'un contrat social à un contrat qui ressemble de plus en plus à un contrat d'entreprise.

De chercher aussi, ensemble, des ébauches de solutions, comme celle, par exemple, d'un marché complémentaire du travail.

Il s'agit également, pour nous tous, professionnel et professionnelles du social, de rappeler inlassablement que derrière la logique de la calculette, fort en vogue par les temps qui courent, il y a des vies humaines que l'on casse.